

Plan stratégique

2021 - 2023

Rapport de mise en œuvre





Introduction

En juin 2021, notre fédération s'engageait à donner aux travailleurs de l'industrie une voix forte dans la relance après les bouleversements sociaux et économiques majeurs et une profonde récession mondiale provoqués par la pandémie de COVID-19.

Cette pandémie mondiale nous a contraints à reporter notre Congrès, initialement prévu en mai 2020, et à l'organiser par visioconférence un an plus tard.

Au lieu d'un programme de travail pour les quatre années de mandature, un plan stratégique de deux ans définissant les priorités politiques a été adopté dans un contexte de grandes incertitudes pour le monde entier et les travailleurs des industries que nous représentons. Le présent document dresse le bilan de **la mise en œuvre des priorités stratégiques adoptées par le Congrès en 2021**, qui plaçaient la relance industrielle et sociale au cœur des actions et des activités programmées.

Le contexte

L'ampleur du défi auquel nous sommes confrontés depuis notre dernier Congrès est colossale. Nos secteurs manufacturier, énergétique et minier ont dû, non seulement, se remettre des bouleversements engendrés par la pandémie mondiale, mais ils doivent également réduire rapidement leurs émissions de gaz à effet de serre pour arriver à zéro émission nette d'ici 2050 tout en gérant une transformation numérique profonde.

La guerre en Ukraine et la crise des prix de l'énergie et du coût de la vie ont accéléré le rythme du changement et creusé les inégalités socio-économiques. Ces événements ont freiné la relance tant attendue après la pandémie. Les pénuries d'approvisionnement exercent une pression supplémentaire, menaçant les industries et les efforts de décarbonation, et soulèvent des questions quant à la sécurité de l'approvisionnement en énergie et en matières premières et à l'indépendance à l'égard des importations.

Nous avons vu le coût de la vie grimper en flèche dans toute l'Europe, entraînant une crise économique et sociale comme beaucoup de citoyens européens n'en ont jamais connue. L'inflation s'est envolée sur tout le continent, alimentée par la hausse spectaculaire des prix du carburant, des denrées alimentaires et des produits de base. Le pouvoir d'achat des travailleurs s'en est trouvé considérablement affaibli.

Nous avons également été confrontés à un autre défi de taille qui est celui de la qualification de la main-d'œuvre. Attirer et retenir les travailleurs dans des secteurs en pleine mutation s'est avéré être un enjeu majeur pour la relance et la gestion de la double transition.

Un plan
stratégique
définissant
les priorités politiques
a été adopté dans
un contexte de grandes
incertitudes pour le monde
entier et les travailleurs
des industries que nous
représentons.

Une nouvelle méthode de travail

Les principaux objectifs pour les deux premières années de mandature consistaient à décloisonner notre travail au sein de notre fédération, à être flexibles, réactifs et résilients face à la crise, à affirmer notre solidarité et à maintenir l'unité en période de turbulences.

Les dirigeants nouvellement élus ont travaillé en équipe pour briser les barrières entre les domaines de travail. Nous avons axé notre travail autour de cinq priorités stratégiques et orienté nos activités et nos actions au sein des comités, des réseaux et des projets selon ces priorités. Nous sommes parvenus à créer de nouveaux liens et de nouvelles synergies entre nos domaines de travail tout en bâtissant une fédération européenne capable de porter la parole de tous les travailleurs de l'industrie en Europe.



Une nouvelle équipe de dirigeants.

Tout ce travail a été accompli dans des circonstances difficiles qui nous ont empêché de nous rencontrer en personne la plupart du temps. Or, le travail syndical international repose sur les relations humaines, le dialogue et l'échange ainsi que sur la création de liens, d'unité et de solidarité.

En nous adaptant aux nouveaux modes de vie et de travail, nous sommes parvenus à créer de nouveaux canaux de communication et une plateforme solide pour faire entendre la voix des travailleurs dans toute l'Europe. Pour les années à venir, notre fédération se concentrera sur la constitution et le renforcement de sa base de membres. Nous devons pousser nos membres à devenir actifs et recruter de nouveaux membres.

Nous comptons sur votre engagement et votre implication dans notre action et notre travail collectifs ! Nous devons montrer à tous qu'un syndicat est une force. Enfin, nous tenons à remercier tous les membres de l'équipe d'industriAll Europe, qui ont travaillé dur pour rendre tout cela possible. C'est avec vous, nos organisations affiliées, que nous faisons d'industriAll Europe une fédération européenne forte et influente.



Luc Triangle
Secrétaire général



Isabelle Barthès
Secrétaire générale adjointe



Judith Kirton-Darling
Secrétaire générale adjointe



5

priorités





1

Des syndicats forts sur le lieu de travail pour une voix forte pour les travailleurs

Le pouvoir syndical est une condition préalable essentielle à la réussite des négociations collectives et à la participation au dialogue social. Des syndicats forts sont la base pour défendre les intérêts des travailleurs et faire entendre leur voix sur la scène politique et dans la société.

C'est pourquoi notre organisation s'est considérablement investie dans le **renforcement du pouvoir des syndicats**. Nous avons lancé une nouvelle campagne visant à développer notre base de membres et à améliorer les outils de relations sociales au niveau de l'entreprise et des secteurs industriels.



Nous avons organisé de nombreuses formations à la syndicalisation sur la base des principes identifiés dans le « [programme de syndicalisation](#) d'industriAll Europe ». Nous avons formé des chargés de syndicalisation et des dirigeants syndicaux au sein de nos organisations affiliées ainsi que des jeunes syndicalistes. Notre travail a été couronné de succès. À titre d'exemple, 335 nouveaux membres ont été recrutés au cours des trois mois suivants notre formation organisée en Serbie (Vranjaka Banja), et 45 membres ont formé un nouveau syndicat au niveau de l'entreprise à la suite de consultations avec SKTOG, le syndicat du textile, du cuir, de la chaussure et du caoutchouc en Bosnie-Herzégovine.



Nous avons mis en place le « renforcement du pouvoir des syndicats », en tant que service pour nos membres, en fournissant des conseils pratiques, telles que [les bases de la syndicalisation pour les Comités d'entreprise européens](#), en présentant notre programme de syndicalisation lors d'événements européens ou syndicaux et en offrant notre expertise sur demande.

Chargés de syndicalisation d'industriAll Europe. Dans le sens des aiguilles d'une montre : Justyna Kopa (OPZZ Metalowców - Pologne), Marek Jedrzejuk (OPZZ Metalowców - Pologne), Jaromír VALEŠ (OS KOVO – République tchèque), Gabriel Tóth (OZ KOVO - Slovaquie), Dalibor Antanasijevic (Serbie), Ildikó Krén (industriAll Europe), Eszter Turai (BDSZ – Hongrie).

Nous avons activement soutenu la coopération internationale entre nos affiliés dans le domaine de la syndicalisation (par exemple, le projet conjoint de syndicalisation de UNIONEN (SE) et STKOG (BiH) pour l'entreprise KAVAT, ou l'initiative de syndicalisation soutenue par IG Metall, en coopération avec notre organisation sœur industriALL Global union, dans l'entreprise roumaine Star Transmission). Notre nouveau projet « Renforcer la capacité syndicale pour la relance » aidera les organisations affiliées en Europe centrale, de l'Est et du Sud-Est (Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie et Serbie) à renforcer leur capacité de recrutement et à fidéliser leurs membres en cette période de transition industrielle. Ce projet a permis de recruter et de financer cinq chargés de syndicalisation nationaux et deux chargés de syndicalisation locaux dans ces régions.

Le dialogue social, les négociations collectives et la participation des travailleurs ont joué un rôle déterminant dans la gestion de la crise provoquée par la pandémie en favorisant la relance et soutenant une transition juste.

Nous nous sommes également focalisés sur le niveau sectoriel. Dans le cadre d'un [projet](#) mené conjointement par le Réseau sectoriel « Textile, habillement, cuir et chaussure » (THCC) et la Taskforce « Renforcement du pouvoir des syndicats », nous avons développé des plans d'action pour améliorer le dialogue social et les négociations collectives et renforcer le pouvoir des syndicats dans les industries du secteur THCC dans cinq pays d'Europe du Sud-Est, à savoir la Bulgarie, la Croatie, la Macédoine du Nord, la Roumanie et la Serbie.

Une attention particulière a été accordée au renforcement du pouvoir des syndicats et à la promotion d'emplois de qualité et des droits des travailleurs dans les secteurs peu couverts par les conventions collectives ainsi que dans les nouvelles industries émergentes (en raison de la numérisation et de la transition écologique des industries). Les activités ont notamment porté sur les secteurs des énergies renouvelables (discussions en cours avec les syndicats polonais sur une stratégie en matière d'éoliennes offshore en Pologne). Soutenir les organisations affiliées dans le recrutement des employés, rassembler les bonnes pratiques et développer des stratégies pour attirer des travailleurs à distance et en télétravail ont été des thèmes récurrents dans notre Groupe de travail « Cols blancs ».

Le dialogue social, les négociations collectives et la participation des travailleurs ont joué un rôle déterminant dans la gestion de la crise provoquée par la pandémie en favorisant la relance et soutenant une transition juste. Ces ressources sont devenues de plus en plus importantes et leur rôle a été davantage reconnu par les responsables politiques et les employeurs.

Lors de la première réunion du Comité exécutif après le Congrès, de nombreux délégués ont souligné la nécessité de se mobiliser sur ce thème et une [plateforme politique](#) a été adoptée en faveur d'une campagne pour une transition juste afin de soutenir tous les travailleurs touchés par les politiques climatiques européennes, en particulier par le pacte vert pour l'Europe. Notre campagne s'est principalement concentrée sur l'importance de systèmes de relations sociales efficaces pour réaliser une transition juste. Dans le cadre d'un projet conjoint sur les négociations collectives et la décarbonation, nous avons donc organisé [sept ateliers régionaux](#) afin d'étudier les conditions pour mener à bien une double transition écologique et numérique juste. Le dialogue social sectoriel et intersectoriel, les négociations collectives basées sur des syndicats forts et des relations sociales solides ont été confirmées comme des conditions essentielles. Notre [Manifeste pour une transition juste](#) repose sur les enseignements tirés des ateliers régionaux sur la manière dont les syndicats anticipent et gèrent le changement pour façonner des transitions justes.



Table ronde sur la transition juste, Bucarest, mars 2022

La gestion d'une double transition écologique et numérique par le biais du dialogue social a été au cœur des discussions avec les employeurs et les associations industrielles au sein des **comités de dialogue social sectoriel** (CDSS) dont industriAll Europe fait partie. Des déclarations conjointes sur ce sujet ont été adoptées au sein du [CDSS « Construction navale »](#), du [CDSS « THCC »](#) et du [CDSS « Électricité »](#). Des négociations sont en cours sur une voie de transition juste dans le secteur du gaz, y compris un accord des partenaires sociaux contraignant avec Eurogas. Un atelier sur la dimension sociale du pacte vert a également été organisé avec [CEEMET](#), l'organisation patronale de l'industrie du métal, de l'ingénierie et des technologies.



IndustriAll Europe et ses organisations affiliées ont consacré une grande partie de leurs efforts au **renforcement et à la reconstruction des systèmes de négociations collectives ainsi qu'à la protection de l'autonomie des partenaires sociaux à tous les niveaux**. Au niveau européen, industriAll Europe a participé à la révision du dialogue social sectoriel. En étroite coordination avec les autres fédérations syndicales européennes (FSE),



industriAll Europe a insisté pour que la Commission européenne continue à apporter un soutien financier et logistique au dialogue social sectoriel. Avec notre campagne [« Agir. Ensemble. Pour une hausse des salaires. »](#), nous avons collectivement demandé que les salaires soient augmentés en fonction de l'inflation et des gains de productivité. Nous avons également réclamé des mesures de lutte contre la crise, car des mesures d'aide publique étaient nécessaires de toute urgence, au même titre qu'une politique salariale, pour s'attaquer aux causes premières de la crise du coût de la vie. La campagne a constitué un moment fort dans le soutien aux actions et aux négociations des organisations affiliées en faveur d'une hausse des salaires et d'un pouvoir d'achat stable afin d'enrayer la crise du coût de la vie. L'une des revendications centrales de la campagne était de promouvoir les négociations collectives sectorielles afin que les travailleurs puissent obtenir de meilleurs salaires. Lors de notre [conférence « Négociations collectives »](#) organisée à Milan les 2 et 3 février 2023, les organisations affiliées se sont engagées à intensifier la coordination des négociations collectives au niveau européen et à renforcer leur capacité de mobilisation.

Tout au long de cette période, et plus particulièrement lors de nos campagnes sur les négociations collectives et la transition juste, industriAll Europe a réclamé un soutien politique accru en faveur des négociations collectives aux niveaux national et européen, y compris le droit aux négociations sectorielles dans les pays européens où il existe des restrictions en la matière. La voix des travailleurs a été entendue, et nous avons observé des changements significatifs dans l'opinion et sur la scène politique concernant le renforcement des négociations collectives et la nécessité de lutter contre l'érosion des salaires. Ce changement de paradigme se reflète principalement dans l'adoption de la directive européenne relative aux salaires minimaux, qui oblige les pays dont le taux de couverture des négociations collectives est inférieur à 80 % à proposer des mesures correctives. Cette directive représente une occasion unique de renforcer les négociations collectives et le pouvoir des syndicats dans toute l'Europe. En outre, la Commission européenne a proposé une recommandation du Conseil sur la manière dont les pays de l'UE peuvent encore renforcer le dialogue social et les négociations collectives au niveau national. La Commission européenne a également présenté une communication sur le renforcement et la promotion du dialogue social au niveau européen. Nous nous engageons à tirer profit de cette nouvelle dynamique pour lutter en faveur de systèmes de négociations collectives sectorielles plus solides, pour combattre le démantèlement syndical et pour renforcer les droits syndicaux.



La Commission européenne a également présenté une communication sur le renforcement et la promotion du dialogue social au niveau européen. Nous nous engageons à tirer profit de cette nouvelle dynamique pour lutter en faveur de systèmes de négociations collectives sectorielles plus solides, pour combattre le démantèlement syndical et pour renforcer les droits syndicaux.

Au cours des deux dernières années, industriAll Europe a continué d'affirmer son rôle de soutien, de **point de contact et de coordination** pour ses organisations affiliées en ce qui concerne les **comités d'entreprise européens (CEE) et les comités d'entreprise SE**. Nous avons continuellement encouragé la création de nouveaux CEE et la participation des travailleurs dans les SE en soutenant les négociations et en conseillant de façon quotidienne les permanents syndicaux qui agissent en tant qu'experts auprès des groupes spéciaux de négociation. Nous avons suivi de près et soutenu les négociations de CEE/SE dans plus de 85 entreprises multinationales. En coopération avec l'institut syndical européen (ETUI), nous avons organisé deux séminaires de formation et participé à des formations organisées par nos organisations affiliées. Grâce à ces multiples actions, nous aidons nos membres à conclure des accords ambitieux.

Notre base de données « Politique d'entreprise » a été mise à jour et améliorée. C'est un outil unique qui fournit des informations actualisées sur les évolutions et les activités relatives à l'exercice des droits à l'information, à la consultation et à la participation dans les entreprises multinationales des secteurs couverts par industriAll Europe. La base de données fournit des informations sur les négociations en cours ou les préparatifs pour la mise en place de CEE/CE-SE ainsi que les coordonnées des militants au sein des CEE/CE-SE (experts syndicaux, coordinateurs), ce qui en fait un outil inestimable pour le travail syndical transfrontalier et le renforcement du pouvoir syndical au sein des entreprises multinationales.

Nous avons également investi dans de nouveaux outils pour aider les représentants syndicaux dans les entreprises multinationales et les membres de CEE/ CE-SE à traiter les questions relatives à leur travail pratique. Nous avons rédigé de **nouvelles recommandations pratiques**, notamment sur : [l'adaptation des CEE lors d'un changement structurel de l'entreprise](#); la gestion des [questions liées à l'entreprise dans le contexte de la guerre en Ukraine](#) (recommandations communes des fédérations syndicales européennes); le [renforcement de la base syndicale](#); les [nouveaux formats des réunions de CEE après la COVID-19](#); la promotion d'une [transition juste pour les travailleurs dans les entreprises multinationales](#); la promotion de [l'égalité des chances, la diversité et la non-discrimination](#) et [l'utilisation de systèmes d'IA sur le lieu de travail](#). En coopération avec d'autres FSE, nous développons actuellement un nouvel outil interactif en ligne qui compile des informations et des conseils destinés aux représentants des travailleurs européens confrontés à des restructurations. Nous continuons à fournir notre aide et des conseils pratiques aux coordinateurs nommés par le Comité exécutif d'industriAll Europe pour assister les CEE/CE-SE. Par ailleurs, un logo a été spécialement créé pour les coordinateurs d'industriAll Europe afin de promouvoir le sentiment d'appartenance.

Dès que possible et à la demande de nos organisations affiliées, des groupes de coordination syndicale ad hoc ont été mis en place afin d'adopter une position syndicale commune en cas de restructurations transnationales impliquant éventuellement des vastes suppressions d'emplois.



Ces deux dernières années, des groupes de coordination ont été mis en place pour IBM, Bosch, Bouygues/Equans, Novartis, DXC (conjointement avec UNI Europa), Saica + DS Smith + Smurfit Kappa (conjointement avec UNI Europa), Stellantis et Wärtsilä. Par ailleurs, nous avons aidé à coordonner des réponses syndicales communes aux restructurations de plusieurs autres entreprises (GKN, AGC Glass, GFG Alliance, General Electric, Vallourec, ArcelorMittal, Whirlpool, Alstom, VPK, etc.).

La création de syndicats forts va de pair avec le **renforcement de la démocratie sur le lieu de travail** dans les entreprises qui agissent dans l'intérêt commun des travailleurs et de la société. Ils représentent un modèle européen de gouvernance d'entreprise auquel nous aspirons.

En étroite coopération avec les FSE et la CES, nous avons mené un travail de lobbying auprès du Parlement européen et de la Commission européenne pour renforcer la directive CEE, en demandant notamment un meilleur respect et une meilleure application des droits des CEE existants. Aussi avons-nous apporté notre soutien à des organisations affiliées nationales (notamment SIPTU en Irlande et les syndicats finlandais) qui ont déposé une plainte formelle auprès de la Commission européenne concernant la mauvaise transposition de la directive CEE dans leur pays. Le travail de la CES sur les possibilités pour les GSN ou les CEE de saisir la justice en cas de violation de leurs droits dans différents pays s'avère très utile pour notre travail à cet égard.

De plus, nous avons coopéré avec la CES et l'ETUI afin de promouvoir des règles européennes plus strictes en matière de gouvernance d'entreprise durable, y compris des normes claires pour les rapports non financiers et une directive européenne sur le devoir de vigilance en matière de droits humains. Enfin, nous avons rejoint une coalition d'organisations de la société civile et de syndicats dans le cadre de la campagne [« Justice is Everybody's Business »](#) afin de combler les lacunes de la législation européenne proposée. Notre objectif commun est de rendre les entreprises responsables tout au long de la chaîne de valeur de leur impact sur les personnes et la planète, de promouvoir les négociations collectives et de donner aux représentants des travailleurs voix au chapitre quant à la conduite des entreprises.



2 Une voix forte pour les travailleurs pour des emplois de qualité dans des industries européennes fortes et durables

Le développement d'activités industrielles intelligentes, propres et innovantes est essentiel pour stimuler la croissance économique, créer de la valeur ajoutée pour la société, accroître la productivité et créer des emplois de qualité pour les travailleurs de l'industrie. La participation des travailleurs à l'élaboration de la politique industrielle est indispensable à la création, à la transformation et au maintien d'emplois de qualité dans l'industrie. C'est la raison pour laquelle industriAll Europe a veillé à ce que la voix des travailleurs soit entendue.

Ces deux dernières années ont été marquées par des véritables défis pour l'industrie européenne. Après s'être engagés en 2021 pour « une relance pour tous » après le choc économique infligé par la pandémie mondiale, qui a paralysé les économies et révélé les faiblesses des chaînes de valeurs mondiales étendues, nous avons rapidement été confrontés à une guerre brutale en Europe. La guerre qui se poursuit en Ukraine et les sanctions économiques qui en découlent ont encore plus perturbé l'approvisionnement de nos industries en composants et en matières premières. Les prix de l'énergie ont monté en flèche, menaçant la sécurité de l'approvisionnement énergétique et poussant l'inflation à des niveaux records. Dans le même temps, nous avons dû faire face au défi colossal de la transformation numérique et écologique de nos industries.

La participation des travailleurs à l'élaboration de la politique industrielle est indispensable à la création, à la transformation et au maintien d'emplois de qualité dans l'industrie. Nous avons veillé à ce que la voix des travailleurs soit entendue.

Nos efforts pour promouvoir une stratégie industrielle forte et durable pour l'Europe ont été guidé par les **objectifs clés** suivants : promouvoir une plus grande autonomie stratégique de l'industrie européenne, mobiliser le soutien public pour une relance économique inclusive après la pandémie, et mener à bien une transition juste pour les travailleurs touchés par la transformation écologique et numérique des industries.

IndustriAll Europe a joué un rôle de premier plan dans la **promotion de politiques industrielles vertes et d'une durabilité sociale.**

Nous n'avons cessé de défendre les revendications syndicales en faveur d'une transition vers une économie verte et numérique qui soit juste pour tous les travailleurs, qui préserve et crée des emplois de qualité au lieu de les détruire, et qui soit anticipée, gérée et négociée avec les travailleurs pour chacun des aspects les concernant.

C'est en grande partie grâce à nos efforts déployés lors de nos campagnes que le concept de transition juste a été reconnu et accepté par les responsables politiques et qu'il est devenu un [objectif politique de l'Union européenne](#). Afin d'atteindre cet objectif, un financement (un fonds pour une transition juste et un mécanisme de prêt à hauteur d'environ 55 milliards d'euros sur la période 2021-2027 pour les régions les plus touchées) a été mis en place ainsi qu'un soutien technique et consultatif pour les pays et régions de l'UE sous la forme d'une plateforme pour une transition juste.



Plateforme pour une transition juste, octobre 2022, avec Rainer Robra (Ministre pour l'Europe en Saxe-Anhalt, Allemagne), les Commissaires européens Elisa Ferreira et Kadri Simon, et Luc Triangle.

IndustriAll Europe a joué un rôle de premier plan dans la promotion de politiques industrielles vertes et d'une durabilité sociale.

IndustriAll Europe a toujours soutenu l'objectif du [pacte vert pour l'Europe](#) d'atteindre la neutralité climatique à l'horizon 2050. Mais nous restons intransigeants sur un point : le pacte vert doit être un pacte social, et les travailleurs de l'industrie n'accepteront pas cette politique climatique ambitieuse si elle ne leur garantit pas une transition juste. Nous avons donc plaidé en faveur d'une politique climatique européenne qui propose une voie crédible vers les objectifs de réduction des émissions et qui permette aux partenaires sociaux d'anticiper les éventuels changements perturbateurs pour les chaînes de valeur industrielles et les emplois qui y sont liés en Europe. Le paquet « Ajustement à l'objectif 55 », présenté peu après notre troisième Congrès en juillet 2021, prévoit des propositions visant à réviser et à mettre à jour la législation européenne afin d'aligner les politiques européennes sur les objectifs climatiques de l'UE. Ce paquet devrait accélérer la décarbonation et impactera tous les secteurs de l'industrie. Notre [prise de position sur le paquet « Ajustement à l'objectif 55 »](#) souligne l'importance de prendre en compte les conséquences sur les travailleurs dans l'ensemble du paquet législatif. IndustriAll Europe a également insisté pour que sa mise en œuvre stimule l'investissement, crée des emplois de qualité et soit bénéfique pour les citoyens de l'UE en matière de santé et d'environnement, tout en faisant en sorte de préserver et de développer des chaînes de valeur industrielles fortes en Europe grâce à l'innovation.



En tant que syndicats, notre rôle est de faire tout notre possible pour veiller à ce que les politiques industrielles et les changements nécessaires créent des emplois industriels durables et ne menacent pas les conditions de travail et de vie des travailleurs.

Durant ces deux dernières années, IndustriAll Europe a participé activement à plusieurs initiatives liées à la **nouvelle stratégie industrielle européenne**, qui vise à encourager la double transition vers une économie verte et numérique. Nous avons pris part au forum industriel de l'UE, une plateforme réunissant les parties prenantes et la Commission européenne afin d'identifier les voies de transformation verte et numérique dans différents écosystèmes industriels.

En tant que syndicats, notre rôle est de faire tout notre possible pour veiller à ce que les politiques industrielles et les changements nécessaires créent des emplois industriels durables et ne menacent pas les conditions de travail et de vie des travailleurs.

Sur les 14 écosystèmes industriels identifiés par la Commission, industriAll Europe est actuellement impliquée dans la création de voies de transition pour les écosystèmes de l'aérospatiale et de la défense, du textile, de la mobilité, des industries à forte intensité énergétique (et des produits chimiques en particulier), et des énergies renouvelables. L'un des principaux objectifs est d'intégrer la dimension sociale dans les voies de transition et d'inclure des indicateurs de performance sociale dans le tableau d'affichage du marché unique européen.

Les répercussions sectorielles de la décarbonation et de la numérisation ont systématiquement fait l'objet de discussions au sein des **Réseaux sectoriels** d'industriAll Europe. Nous avons rédigé plusieurs prises de position sectorielles sur la création de secteurs durables avec des emplois durables dans le contexte de la double transition, notamment des **prises de position syndicales** sur [la stratégie européenne relative aux produits chimiques pour la durabilité](#), sur [la stratégie européenne pour les textiles](#), sur [un plan d'action pour le secteur européen des TIC](#), sur [une stratégie industrielle pour l'industrie européenne des semi-conducteurs](#), sur [la garantie d'un approvisionnement durable en matières premières en Europe](#) (en soutien aux secteurs d'extraction intérieure), sur les enjeux de [la décarbonation des industries lourdes d'Europe centrale et de l'Est](#), sur [une mobilité durable et intelligente](#), sur [une industrie des matières plastiques décarbonée et circulaire](#), sur [une économie circulaire renforcée](#) en Europe pour garantir les emplois industriels et un environnement plus propre, sur une stratégie industrielle pour [l'industrie automobile](#), et sur [l'industrie du verre](#).

Nous avons mis en place des coalitions avec des organisations d'employeurs, des associations industrielles, des ONG et des fédérations syndicales afin de soutenir les politiques industrielles écologiques qui créent des emplois durables et de qualité en Europe. Il s'agit notamment de [la coalition pour l'automobile](#) (qui réunit industriAll Europe, le Centre pour une transition juste de la CSI, les employeurs et des organisations environnementales), de notre travail conjoint sur [une aviation durable](#) et de nos contributions aux stratégies de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) en partenariat avec IndustriALL Global Union et les fédérations européenne et internationale des travailleurs du transport, ainsi que de notre récent projet mené conjointement avec la fédération européenne des travailleurs du transport intitulé « [Building a Just Transition towards smart and sustainable mobility](#) » qui se penche sur les conséquences sociales de la décarbonation dans l'ensemble de l'écosystème de la mobilité, c'est-à-dire le transport routier, ferroviaire, maritime et aérien.



Lancement du projet conjoint avec la FET sur la mobilité intelligente, décembre 2022.



Conférence des partenaires sociaux du secteur de la chimie, Rome, mars 2023.



Le Vice-Président de la Commission Timmermans en discussion avec les syndicats polonais sur la transition juste, décembre 2022.

Nous avons également porté la voix des travailleurs dans le cadre des **dialogues sociaux sectoriels**, au cours desquels nous avons fait valoir les préoccupations des travailleurs aux côtés des associations industrielles et patronales et rédigé des prises de position conjointes à l'attention des institutions européennes. Parmi ce travail commun figurent une [déclaration conjointe avec SEA Europe](#) pour un avenir vert et numérique du secteur européen des technologies maritimes, un projet conjoint avec l'ECEG sur le rôle des partenaires sociaux dans la décarbonation des industries des produits chimiques, des produits pharmaceutiques, du caoutchouc et des matières plastiques « [Sur la voie de la neutralité climatique à l'horizon 2050](#) », une déclaration conjointe sur « [une transition verte et numérique réussie de l'écosystème européen du textile](#) » avec les fédérations européennes représentant les industries de la chaussure, du cuir et du textile, un travail de lobbying avec les employeurs du secteur sidérurgique sur le transfert de déchets et d'autres sujets, une déclaration conjointe avec la FSESP et Eurelectric sur [la transition juste dans le secteur de l'électricité](#).

Enfin, les partenaires sociaux européens du secteur du gaz, la FSESP, industriAll Europe et Eurogas, ont convenu d'un projet conjoint qui prévoit un accord contraignant, négocié au niveau européen, sur des principes communs permettant de parvenir à une transition juste pour les travailleurs du secteur du gaz. Il s'agirait du premier accord de ce type conclu entre des partenaires sociaux sectoriels en Europe !

Au cours des deux dernières années, malgré les difficultés liées à la pandémie, nous avons mené des discussions dans toute l'Europe afin de comprendre comment la transition écologique et numérique affecte nos organisations affiliées et modifie leurs lieux de travail et leurs industries.



Que ce soit en coopération avec le Centre pour une transition juste de la CSI ou individuellement, industriAll Europe a organisé plus de 20 ateliers régionaux et sectoriels en Europe¹, en ligne ou en présentiel, afin d'échanger avec les organisations affiliées sur les défis à relever pour mener à bien une transition juste pour les travailleurs dans le cadre des objectifs de neutralité climatique de l'UE. En outre, nous avons apporté un soutien sur mesure aux organisations affiliées qui en ont fait la demande, et nous avons participé à de nombreux processus et débats politiques au niveau européen.

Du 25 octobre au 11 novembre 2021, nous avons organisé les [semaines d'action pour une transition juste](#), une mobilisation coordonnée à l'échelle européenne qui a marqué le lancement d'une campagne plus vaste sur une transition juste pour les travailleurs de l'industrie. Cette campagne a été décidée par le Comité exécutif d'industriAll Europe sur la base de notre [plateforme politique](#). Nos organisations affiliées se sont mobilisées avec enthousiasme et en grand nombre à travers un nombre impressionnant d'événements, de campagnes et de rassemblements. Sous le slogan « **Notre avenir ne se décidera pas sans nous !** », nous avons porté nos revendications pour une transition juste auprès des décideurs politiques aux niveaux national, européen mais aussi mondial en présentant notre campagne à la [COP26](#), la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique organisée en 2021 à Glasgow.

Publié en mai 2022, notre [Manifeste pour une transition juste](#) reprend les réflexions et les témoignages recueillis lors des tables rondes régionales et des ateliers sectoriels organisés en partenariat avec le



Atelier sur le secteur de la défense, Séville, avril 2022

Centre pour une transition juste² de la CSI. Nous avons dressé un inventaire des opportunités et des défis liés à la double transition pour les syndicats. Nous avons évalué l'implication des syndicats à travers l'Europe dans l'anticipation et la gestion des transitions et analysé les obstacles à la participation syndicale en nous appuyant sur des études de cas réalisées par des chercheurs externes. Sur la base de ces résultats, notre Manifeste présente les principales revendications syndicales pour une transition socialement juste ainsi que des recommandations d'actions et de mesures politiques en rapport avec les priorités politiques d'industriAll Europe.

Des industries européennes intelligentes, propres, circulaires et innovantes pour des emplois durables et une autonomie stratégique

Durant ces deux dernières années, industriAll Europe a suivi de près les propositions de l'UE visant à faire de l'Europe un leader industriel dans le domaine des systèmes et des composants électroniques ainsi que dans le développement de nouveaux secteurs des TIC, y compris les mégadonnées, l'informatique en nuage, l'intelligence artificielle (IA) et la fabrication avancée. Nous avons adopté plusieurs [prises de position sur l'intelligence artificielle](#), qui contiennent des recommandations pour garantir que l'intelligence artificielle contribue à la création d'emplois de qualité et ne devienne pas une technologie dystopique. Nous avons aussi appelé à une [stratégie intégrée pour l'industrie européenne des semi-conducteurs](#) qui réponde à la demande européenne de puces, crée des emplois et contribue à l'autonomie stratégique de l'UE.

Un projet de deux ans sur les mutations industrielles dans [les industries de défense européennes](#) et leurs conséquences sur l'emploi a mis en évidence la nécessité d'avoir une base industrielle de défense européenne plus résiliente, en particulier dans le contexte de la guerre en Ukraine et des tensions géopolitiques.

¹ Des ateliers régionaux ont été organisés en présentiel à Dublin, Prague, Bucarest, et en ligne « à » Madrid, Francfort et Helsinki.

² Dans le cadre d'un projet mené avec le Centre pour une transition juste sur la décarbonation, plusieurs ateliers sectoriels ont été organisés pour l'industrie automobile, l'industrie de l'énergie, l'industrie extractive et les industries à forte intensité énergétique.

La politique énergétique a été l'une des priorités centrales de nos travaux.

IndustriAll Europe a souligné l'importance d'une [économie circulaire européenne renforcée](#) pour contribuer à un environnement plus propre, réduire la dépendance de l'industrie européenne à l'égard des matières premières importées au vu des perturbations de l'approvisionnement actuelles et

promouvoir la création de nouveaux emplois en Europe. En partenariat avec des syndicats flamands, nous avons développé un guide du travailleur européen et d'autres documents sur le rôle des travailleurs dans la mise en place d'une économie circulaire renforcée, en particulier dans les industries des métaux de base et des produits chimiques.

Façonner la politique industrielle avec la participation des travailleurs

IndustriAll Europe a apporté l'expertise développée au sein de ses réseaux sectoriels et de ses comités politiques et a participé activement à plusieurs groupes de haut niveau (GHN), alliances industrielles et tables rondes sectorielles. Ces instances permettent de faciliter la coopération entre les pouvoirs publics, l'industrie et la société civile dans un secteur spécifique. Elles mènent une réflexion stratégique et élaborent des lignes directrices sur la réalisation des objectifs politiques européens.

IndustriAll Europe a été un membre actif du groupe de haut niveau sur les industries à forte intensité énergétique, de l'alliance pour un hydrogène propre, de l'alliance pour les batteries, de l'alliance industrielle pour la chaîne de valeur des carburants renouvelables et bas carbone, et de la table ronde sur l'aviation. IndustriAll Europe a aussi demandé à faire partie de l'alliance européenne de l'industrie solaire et de l'alliance européenne pour les semi-conducteurs.

À la lumière de la crise énergétique actuelle et de la transition vers des sources d'énergie renouvelables, **la politique énergétique a été l'une des priorités centrales** de nos travaux. À travers son travail avec les institutions européennes et sa participation aux groupes de haut niveau et aux alliances industrielles, IndustriAll Europe a œuvré en faveur d'une industrie et d'un marché de l'énergie européens capables de fournir aux ménages et à l'industrie une énergie bas carbone qui soit disponible en quantité suffisante et abordable, et d'assurer la souveraineté énergétique. Alors que la crise énergétique prenait de l'ampleur, IndustriAll Europe a appelé les dirigeants de l'UE à protéger l'industrie et ses emplois. Nous avons réclamé une intervention urgente sur le marché de l'énergie (un plafonnement des prix et des bénéfices ainsi qu'un découplage des prix du gaz et de l'électricité) et [une révision des instruments de politique énergétique régis par le marché](#) afin de garantir une future politique énergétique européenne qui fournisse une énergie propre et abordable pour tous.

Nous avons accordé une attention particulière aux **industries à forte intensité énergétique** telles que les produits chimiques, la sidérurgie, les métaux non ferreux et le papier. La décarbonation de ces industries et leur orientation vers un avenir durable nécessitent des investissements publics et privés conséquents dans des technologies de pointe et un cadre réglementaire favorable à des conditions de concurrence mondiale équitables. Nous avons publié des prises de position sur la révision du [système d'échange de quotas d'émission](#) (SEQE-UE) et sur le [mécanisme d'ajustement carbone aux frontières](#) (MACF) – deux instruments conçus pour réduire les émissions tout en empêchant les entreprises de délocaliser leur production et leurs emplois dans des régions où les politiques en matière d'émissions sont moins strictes (fuite de carbone).

Afin d'influencer le contenu de ces politiques, IndustriAll Europe s'est associée à l'organisation d'employeurs Eurofer, à l'alliance industrielle AEGIS Europe, à l'association européenne du ciment CEMBUREAU et au CEPI, qui représente l'industrie européenne du papier.

Des conditions de concurrence mondiale équitables et le respect universel des droits humains et des droits des travailleurs

Les syndicats européens réclament depuis longtemps une réforme des politiques commerciales et d'investissement européennes qui soit axée sur le respect universel des droits humains fondamentaux, dont les droits des travailleurs et des syndicats, sur le respect des normes environnementales et sur des conditions de concurrence équitables pour nos industries à l'échelle mondiale.

IndustriAll Europe a participé à la consultation de la Commission européenne sur la révision des chapitres relatifs au commerce et au développement durable dans les accords de libre-échange de l'UE et s'est engagée au sein de la plateforme sur le commerce et le développement durable, un groupe multilatéral qui promeut des dispositions plus strictes en matière de travail et d'environnement dans ces accords.

Avec IndustriALL Global Union, nous avons fait campagne pour que l'Union européenne prenne des mesures plus fermes contre la junte militaire au Myanmar, y compris pour le retrait du régime commercial « Tous sauf les armes » (TSA), qui accorde des droits de douane préférentiels au Myanmar.

Nous avons participé activement aux groupes consultatifs internes (GCI) en fournissant des conseils sur la mise en œuvre des chapitres portant sur le commerce et le développement durable des accords de libre-échange avec le Vietnam et la Corée du Sud. IndustriAll Europe a notamment présidé le GCI UE-Vietnam de sa création en 2021 à mai 2023.

IndustriAll Europe a dénoncé les pratiques d'achat inéquitables dans les secteurs THCC, en travaillant en étroite coopération avec le Fair Trade Advocacy Office et Transform Trade ainsi qu'avec les employeurs des industries du cuir et du textile, Euratex, Cotance et CEC. En outre, la garantie d'un véritable devoir de vigilance dans le secteur du textile, un secteur réputé pour ses bas salaires et ses mauvaises conditions de travail à l'échelle mondiale, était une demande clé d'IndustriAll Europe pour la nouvelle stratégie textile de l'UE publiée en mars 2022. Nous avons critiqué le fait que la stratégie ne responsabilise nullement les entreprises en cas de violations des droits humains et des droits des travailleurs dans leurs chaînes d'approvisionnement mondiales.

Enfin, IndustriAll Europe et IndustriALL Global Union, qui contribuent régulièrement aux travaux du comité « Acier » de l'OCDE et du groupe de travail de l'OCDE sur la construction navale, mènent conjointement campagne pour promouvoir une concurrence équitable au niveau international et mettre fin aux surcapacités mondiales dans ces secteurs. Ces surcapacités entraînent un dumping commercial agressif au détriment des droits des travailleurs et des conditions de travail.

Les syndicats européens réclament depuis longtemps une réforme des politiques commerciales et d'investissement européennes qui soit axée sur le respect universel des droits humains fondamentaux, dont les droits des travailleurs et des syndicats, sur le respect des normes environnementales et sur des conditions de concurrence équitables pour nos industries à l'échelle mondiale.



Crédit photo : Fédération des travailleurs de l'industrie de Myanmar.



Crédit photo : Shutterstock, Kruit.



3

Une voix forte pour les travailleurs pour des lieux de travail inclusifs, sains et sûrs

La lutte pour des emplois décents pour tous, le combat contre le travail précaire dans les secteurs industriels européens et la garantie de lieux de travail sains et sûrs sont les principes directeurs du travail d'industriAll Europe.

Notre projet financé par l'UE et visant à promouvoir des négociations collectives fortes et des conditions de travail décentes en période de transformation rapide s'est concentré sur **la qualité de l'emploi dans le contexte de la double transition**. Durant deux ans, nous avons étudié la transition écologique et numérique dans nos secteurs ainsi que les réponses syndicales dans le cadre de procédures d'information et de consultation, d'accords d'entreprise et de conventions collectives sectorielles. Nous avons organisé [six ateliers régionaux](#) sur la transition juste et les emplois de qualité. L'analyse et les échanges ont principalement porté sur la manière dont les autorités publiques et les employeurs anticipent et gèrent les changements liés à la double transition. Force est de constater que le changement est perçu comme moins menaçant dans les pays dotés d'institutions et d'une culture de relations sociales solides que dans les pays dépourvus de dialogue social ou de négociations collectives solides. Ces différences ont été notamment mises en évidence lors de l'atelier régional d'industriAll Europe avec les régions nordiques et baltes, qui a examiné les différentes expériences de gestion du changement dans les pays nordiques et dans les pays baltes.

La lutte pour des emplois décents pour tous, le combat contre le travail précaire dans les secteurs industriels européens et la garantie de lieux de travail sains et sûrs sont les principes directeurs du travail d'industriAll Europe.

Promouvoir la diversité et l'égalité pour un marché du travail inclusif

La lutte contre la discrimination au travail et le combat pour des marchés du travail inclusifs et ouverts figurent parmi les priorités d'industriAll Europe et de ses organisations affiliées.

Durant ces deux dernières années, industriAll Europe a renforcé son engagement dans la lutte contre la discrimination à l'encontre des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, intersexuées et queer/en questionnement (LGBTIQ) sur le lieu de travail. Dans la [prise de position](#) adoptée en avril 2021, les organisations affiliées à industriAll Europe se sont engagées à œuvrer en faveur de **l'égalité LGBTIQ**. Nous nous sommes engagés à revoir les politiques, les documents et les processus d'industriAll Europe afin de promouvoir l'égalité LGBTIQ et à coopérer avec les employeurs en vue de conclure des conventions collectives non discriminatoires.

Les organisations affiliées à industriAll Europe se sont par ailleurs engagées à [renforcer l'action syndicale](#) pour **adapter les lieux de travail aux personnes en situation de handicap** en promouvant un programme non discriminatoire dans les négociations collectives et sur les lieux de travail. Il s'agit notamment de lutter pour l'égalité de statut, d'avantages et de rémunération pour les travailleurs en situation de handicap, de coopérer avec les employeurs pour garantir des lieux de travail adaptés, l'accès à la formation et le développement de carrière, et de revoir les conventions collectives sous l'angle du handicap.

Afin de démontrer son engagement en faveur de l'égalité des chances et de la diversité, industriAll Europe a inauguré son premier « **Prix de la diversité sur le lieu travail** » en 2022. Ce prix sera décerné tous les deux ans pour récompenser les initiatives locales exemplaires dans le domaine de l'égalité des chances. Le prix s'adresse principalement aux initiatives visant à lutter contre la discrimination et à promouvoir l'égalité des chances et l'inclusion sur le lieu de travail, telles que des formations, des accords d'entreprise, des changements dans l'organisation du travail, etc. Les premiers lauréats seront invités à présenter leur projet lors de la conférence de mi-mandat qui se tiendra à Thessalonique le 31 mai et le 1^{er} juin 2023.

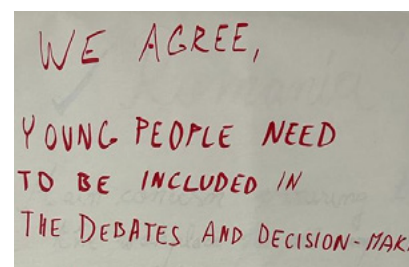
IndustriAll Europe a activement milité pour la **ratification de la Convention 190 de l'OIT** sur l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail, et de la recommandation 206 qui l'accompagne. La convention reconnaît non seulement les répercussions de la violence domestique sur l'emploi, la productivité et la santé et la sécurité, mais elle donne également des orientations sur la manière dont les organisations d'employeurs et de travailleurs peuvent aider et apporter leur soutien. En tant que syndicats, nous avons rempli notre rôle, notamment en rappelant aux employeurs leurs obligations. Nous avons également soutenu la CES dans son travail de lobbying en faveur d'une directive européenne forte sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, qui reconnaisse la violence domestique comme un problème sur le lieu de travail et le rôle des syndicats dans le soutien aux victimes par le biais de conventions collectives et de politiques sur le lieu de travail. Malheureusement, le projet actuel de directive européenne n'aborde pas les violences sur le lieu de travail.

Lutter contre la discrimination des jeunes sur le marché du travail

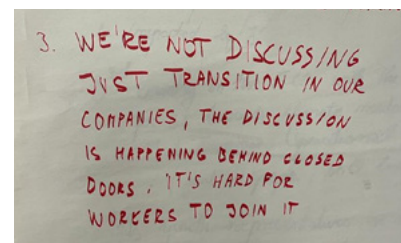
Les crises de ces 15 dernières années ont profondément marqué l'ensemble de la société, en particulier la jeune génération. Les jeunes sont le groupe le plus exposé à la pauvreté et à l'exclusion sociale, ainsi qu'aux emplois précaires peu rémunérés. Malgré une pénurie massive de compétences, les jeunes continuent de rencontrer des difficultés à entrer sur le marché du travail ou à trouver un emploi en adéquation avec leurs compétences.

Notre travail en coopération avec les jeunes syndicalistes durant ces deux dernières années s'est concentré sur [...] la discrimination des jeunes sur le marché du travail.

Notre travail en coopération avec les jeunes syndicalistes durant ces deux dernières années s'est concentré sur la lutte contre les inégalités de traitement et la discrimination des jeunes sur le marché du travail, où les emplois atypiques risquent de devenir une norme pour eux. Nous nous sommes également employés à mieux faire entendre la voix des jeunes syndicalistes dans les débats et les prises de décision des syndicats.



En partenariat avec le centre de formation de l'Organisation internationale du travail, industriAll Europe a organisé une [académie numérique pour les jeunes](#) qui s'est tenue de septembre à novembre 2021. Désormais disponible sous forme de [modules d'auto-apprentissage](#), ce programme a pour but de donner aux jeunes syndicalistes les outils pour s'impliquer activement dans le mouvement syndical et pour défendre les droits des jeunes travailleurs. La formation a permis à de jeunes syndicalistes de réfléchir à un programme de négociations collectives pour les jeunes en abordant des questions telles que les programmes de mentorat inversé ou les régimes de départ à la retraite anticipé associés à l'embauche de jeunes et d'apprentis. Les nombreuses discussions ont donné lieu au [plan d'action pour la jeunesse](#) d'industriAll Europe, adopté en mai 2022. Ce plan présente les recommandations d'industriAll Europe pour attirer davantage de jeunes membres et mieux les impliquer dans les organisations syndicales, et comprend une feuille de route pour la mise en œuvre du plan. Un an après l'adoption du plan d'action d'industriAll Europe, 20 plans d'action nationaux ont été élaborés et partiellement mis en œuvre. Nos jeunes membres sont désireux de contribuer au succès du mouvement syndical et nous devons les soutenir pour assurer le renouvellement syndical dont nous avons tant besoin.



Nos jeunes membres sont désireux de contribuer au succès du mouvement syndical.

Dans une autre [prise de position](#) consacrée aux solutions pour mettre fin à la crise permanente pour les jeunes, le groupe de travail « Jeunesse » d'industriAll Europe présente des demandes concrètes à l'attention des décideurs politiques et des employeurs afin de garantir l'accès à des emplois de qualité et l'égalité de traitement pour les jeunes (par exemple l'interdiction des stages non rémunérés, des apprentissages de qualité avec garantie d'emploi, des formations, etc.). Il appelle également les syndicats à mieux impliquer les jeunes militants dans leur travail et les structures syndicales.

Nos jeunes syndicalistes ont profité de [l'Année européenne pour la jeunesse 2022](#) pour tirer la sonnette d'alarme sur la situation des jeunes travailleurs. Le point d'orgue de leurs efforts a été un [évènement](#) organisé conjointement avec CEEMET au Parlement européen pour plaider en faveur d'emplois de qualité et de compétences adéquates pour les jeunes. Malheureusement, l'Année européenne de la jeunesse s'est avérée n'être qu'une simple opération de communication et a très peu contribué à améliorer la situation des jeunes sur le marché du travail. Nous espérons et sommes convaincus que nos jeunes militants maintiendront la pression et nous les soutiendrons.

Promouvoir les compétences pour une relance inclusive et une transition juste et pour soutenir le développement des travailleurs

Bâtir une relance équitable et inclusive après la crise de la COVID-19 ainsi que mener une transition juste vers une industrie verte et numérique ne sont possibles que si aucun travailleur n'est laissé pour compte et que les droits à la formation et au développement de carrière sont garantis.

Les métiers, les emplois et le monde du travail dans son ensemble changent rapidement, et la pandémie a accéléré ces changements structurels dans de nombreux secteurs de l'industrie.

En raison de ces mutations rapides, il est urgent de mettre en place des mesures d'éducation et de formation pour le développement et le perfectionnement des compétences des travailleurs afin de les préparer aux emplois dans une industrie en pleine transformation.

Au cours des deux dernières années, industriAll Europe a activement contribué au **pacte pour les compétences**, une initiative européenne lancée en 2020 qui réunit un grand nombre d'organisations publiques et privées (entreprises, autorités nationales, régionales et locales, partenaires sociaux, organisations interprofessionnelles et sectorielles, prestataires d'enseignement et de formation, services de l'emploi). Ce pacte favorise la mise en réseau et le partage des connaissances et encourage les parties prenantes à prendre des mesures. IndustriAll Europe est membre des pactes sur l'automobile, l'aérospatiale et la défense, les industries à forte intensité énergétique, les énergies renouvelables offshore, le textile, et les équipements maritimes/la construction navale. Nous avons salué le pacte pour les compétences pour son rôle de catalyseur permettant aux parties prenantes de travailler ensemble pour garantir le renforcement du développement et du perfectionnement des compétences dans toute l'Europe. Nous avons mis à profit cette plateforme pour [réclamer](#) un investissement accru dans les compétences, des droits individuels à la formation ainsi qu'une meilleure coordination des politiques en matière de compétences.

Afin d'appuyer ses activités, industriAll Europe a formulé des revendications syndicales dans une [prise de position](#). Ces revendications appellent à des droits à une formation de qualité et à un apprentissage tout au long de la vie, associés à des parcours professionnels évolutifs pour favoriser les transitions entre emplois. En outre, industriAll Europe souligne que le développement des compétences relève d'une responsabilité partagée entre les gouvernements, les employeurs, les travailleurs et leurs syndicats.

Le sujet des compétences a également été au cœur des discussions au sein des dialogues sociaux sectoriels. Un an après le début de la pandémie, les partenaires sociaux des **secteurs du métal, de l'ingénierie et des technologies (MET)** ont renouvelé leur [engagement](#) à soutenir des apprentissages de qualité dans toute l'Europe et ont appelé les États membres à inclure l'apprentissage dans leur programme de relance. À l'occasion d'une réunion avec des députés au Parlement européen, les partenaires sociaux ont pu échanger sur la manière de soutenir le développement des compétences en Europe, en particulier par le biais du pacte européen pour les compétences. Les partenaires sociaux MET ont adopté une [prise de position conjointe](#) dans laquelle sont définies les conditions pour mener à bien les initiatives de l'UE en matière de compétences : un cadre qui garantit un financement adéquat et un accès à la formation pour tous les travailleurs ; des politiques qui répondent aux besoins sectoriels ; et une formation attrayante et de qualité tout au long du parcours professionnel. Les partenaires sociaux MET ont également [abordé](#) le défi des compétences dans le cadre de la transition écologique lors d'un atelier commun et ont organisé un [événement conjoint](#) au Parlement européen portant sur la nécessité de doter les jeunes des compétences adéquates pour des emplois de qualité.



Événement conjoint avec le CEEMET sur la jeunesse et les compétences, Parlement européen, novembre 2022

Dans le **secteur de la pâte à papier et du papier**, industriAll Europe et la Confédération des industries européennes du papier (CEPI) ont clôturé leur projet conjoint [‘Turn the Page’](#) et ont défini des stratégies de recrutement pour attirer les jeunes talents dans l'industrie du papier. Le projet a abouti à des recommandations en matière de bonnes pratiques et à un outil interactif destinés aux partenaires sociaux et aux prestataires de formation pour attirer, former et retenir les jeunes dans le secteur.

Les partenaires sociaux du **secteur de l'électricité**, la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP), industriAll Europe et Eurelectric, l'association européenne représentant l'industrie de l'électricité, ont achevé leur projet conjoint '[Skills2Power](#)' après quatre années d'activités. Le projet a débouché sur des stratégies d'anticipation et de suivi des besoins de perfectionnement et de développement des compétences des travailleurs du secteur de l'électricité en France, Italie, Espagne, Hongrie et Suède. De nombreuses parties prenantes (partenaires sociaux européens, industrie, partenaires sociaux nationaux, prestataires d'éducation et de formation et autorités publiques compétentes) ont discuté et proposé des feuilles de route pour mener des actions au niveau national.

Comblent les lacunes liées à la numérisation

En tant que syndicats de l'industrie, nous nous sommes [engagés à relever le défi](#) de la numérisation. Notre objectif a été de veiller à ce que la transformation numérique conduise à davantage de progrès social et ne laisse personne pour compte. Le projet intitulé « [Une numérisation équitable](#) » a permis d'identifier les réponses et les outils développés par les syndicats pour gérer les répercussions sociales des nouvelles technologies numériques.

Les [recherches](#) menées dans le cadre du projet ont révélé des disparités régionales préoccupantes dans la numérisation de l'industrie. Alors que la transformation numérique progresse dans les régions d'Europe du Nord et du Sud-Ouest, l'Europe centrale et orientale est à la traîne. La pandémie de COVID-19 a creusé cet écart en accélérant la transformation numérique dans le Nord et le Sud-Ouest.

IndustriAll Europe a attiré l'attention sur le fait que tous les pays ne bénéficient pas des opportunités d'investissement dans la numérisation qu'offre NextGenerationEU, le plan de relance européen lancé après la pandémie. Les entreprises et les pays qui avaient déjà raté le coche de la numérisation sont de plus en plus à la traîne, manquant par conséquent des opportunités pour l'industrie et les travailleurs. C'est pourquoi industriAll Europe a demandé aux gouvernements nationaux de consulter les partenaires sociaux lors de la mise en œuvre des plans nationaux pour la reprise et la résilience, de se concentrer sur la transformation numérique de l'industrie et de combler les lacunes liées à la numérisation. Alors que la législation européenne sur l'intelligence artificielle était (et est toujours) en discussion, industriAll Europe a pris l'initiative d'identifier les défis et les opportunités que représente l'introduction de systèmes d'IA sur le lieu de travail en adoptant la prise de position « [L'IA en point de mire](#) ».

Nous avons également critiqué le fait que les discussions sur les compétences numériques au niveau européen portaient principalement sur les travailleurs hautement qualifiés, alors que nous estimons que tous les travailleurs doivent être dotés au minimum des compétences numériques de base. Nos appels répétés en faveur de compétences numériques pour tous les travailleurs ont été pris en compte dans [l'avis](#) du Comité économique et social européen sur les semi-conducteurs. Nous sommes parvenus à des conclusions communes détaillées avec les employeurs du secteur du métal, de l'ingénierie et des technologies sur la mise en œuvre de systèmes d'IA dans les industries du métal, de l'ingénierie et des technologies portant sur la gestion des ressources humaines, la santé et la sécurité au travail, la protection des données et les compétences.

En outre, nous nous sommes employés à éclaircir le règlement général sur la protection des données (RGPD) pour nos organisations affiliées en organisant trois sessions de formation sur l'utilisation du RGPD dans les négociations collectives et en développant une « [boîte à outils](#) » [destinée aux syndicats](#) sur l'utilisation du RGPD comme un instrument syndical pour protéger les données personnelles et la dignité des travailleurs.

Un environnement de travail sain et sûr

L'utilisation de l'IA **présente de nouveaux défis et risques** pour les travailleurs. Bien qu'elle ait un énorme potentiel pour transformer la production et son organisation, certains emplois pourraient être remplacés par l'IA, et les travailleurs pourraient être discriminés par des décisions basées sur des données. Activement investie dans ce sujet, industriAll Europe a coopéré avec la CES pour garantir un contrôle humain des décisions de gestion basées sur des données ou des algorithmes dans le cadre de la révision de la directive relative aux machines.

IndustriAll Europe a répondu à la consultation publique sur le projet de législation sur l'intelligence artificielle, en soulignant que les droits des travailleurs n'étaient pas suffisamment pris en compte. Compte tenu de l'incidence majeure de l'IA sur les emplois et les travailleurs, nous avons insisté et continuons à réclamer une directive autonome sur l'IA au travail, élaborée en consultation avec les partenaires sociaux interprofessionnels et sectoriels. Notre [prise de position sur l'IA](#), adoptée en mai 2022, expose l'ensemble de nos points de vue et de nos demandes concernant la gestion de l'IA sur le lieu de travail. Plus particulièrement, les syndicats insistent sur une approche « humains aux commandes » et sur le rôle des négociations collectives dans la gestion des changements technologiques pour garantir un environnement de travail sûr et fiable et des emplois de qualité.

En tant que partenaire de la campagne [EndStress.EU](#), industriAll Europe a largement appuyé la demande d'une législation européenne relative aux risques psychosociaux. En effet, les risques psychosociaux et le stress liés au travail touchent de plus en plus de travailleurs, mais il existe peu de législations à ce sujet dans les États membres de l'UE et aucune législation spécifique au niveau européen. Des discussions ont été menées au sein de notre Groupe de travail « Cols blancs », mais les travailleurs de l'industrie subissent eux-aussi les conséquences d'une mauvaise organisation et planification du travail ainsi que la stigmatisation entourant cette question. Plus de la moitié des travailleurs européens déclarent que le stress au travail est fréquent.

Selon l'Organisation internationale du travail, **le démantèlement naval** compte parmi les activités professionnelles les plus dangereuses au monde. À la suite du décès tragique de deux travailleurs de l'installation de recyclage de navires de Simsekler en Turquie, entraînant son retrait de la liste des installations de recyclage de navires de l'UE, industriAll Europe et IndustriALL Global Union ont mené des discussions avec la Commission européenne sur la manière d'améliorer les normes de santé et de sécurité au travail dans les chantiers de recyclage de navires à travers le monde. Les deux organisations ont participé à la consultation sur la révision du règlement européen relatif au recyclage des navires et de la liste européenne des installations de recyclage des navires et elles ont souligné l'importance de syndicats forts pour garantir de bonnes pratiques en matière de santé et sécurité.



4 Une voix forte pour les travailleurs pour des salaires équitables et un pouvoir d'achat stable

La première moitié de la mandature actuelle a été marquée par notre volonté de lutter pour une relance solide, inclusive et **induite par les salaires**, après la profonde crise économique provoquée par la pandémie.

Le pouvoir d'achat était déjà considérablement érodé avant la pandémie, à un point tel que plusieurs organisations et institutions internationales, dont la Banque centrale européenne, ont appelé à revaloriser les salaires pour contrer la baisse des salaires réels, car la faible demande qui en découlait a freiné la croissance et découragé l'investissement privé.

Toutefois, lorsque l'économie s'est redressée et que les entreprises ont recouvré une rentabilité solide (atteignant rapidement les niveaux d'avant la crise), les employeurs ont adopté un discours de « modération salariale » qui perdure depuis lors. Au lieu de rémunérer les travailleurs pour le travail accompli dans le maintien de l'économie pendant la crise de la COVID-19, les employeurs ont présenté les revendications salariales légitimes des travailleurs comme la cause d'une spirale salaires-prix néfaste et comme une menace à la reprise. Ces affirmations se sont révélées infondées.

IndustriAll Europe et ses organisations affiliées ont toujours soutenu que l'inflation n'était pas alimentée par les salaires, mais plutôt par la hausse des prix de l'énergie. Nous avons insisté sur le fait qu'il était grand temps de récompenser les travailleurs.

IndustriAll Europe et ses organisations affiliées ont toujours soutenu que l'inflation n'était pas alimentée par les salaires, mais plutôt par la hausse des prix de l'énergie (également liée à la spéculation sur les prix du carbone) et l'augmentation de la demande à la suite de la relance de l'économie. Nous avons insisté sur le fait qu'il était grand temps de récompenser les travailleurs qui étaient en première ligne pour empêcher l'effondrement de l'économie.

Nous avons adopté une prise de position et nous avons mené un important travail de lobbying en faveur d'une nouvelle [gouvernance économique](#) européenne capable de soutenir une relance fondée sur les salaires.

Cette prise de position présente des arguments solides en faveur d'interventions d'État et de politiques publiques pour stimuler la reprise et la transformation et contre un retour à la discipline économique et monétaire. Nous avons mis en garde contre les politiques d'austérité qui se cachent derrière les réformes liées aux plans nationaux pour la reprise et la résilience. Nous avons appelé les décideurs politiques à promouvoir la demande interne en réduisant les inégalités de revenus et la pauvreté (au travail), en revenant sur la déréglementation des marchés du travail et en améliorant la protection sociale.

Agir. Ensemble. Pour une hausse des salaires.

Au lieu de la reprise tant attendue, l'Europe (et le monde) s'est enlisée dans une profonde crise des prix de l'énergie, exacerbée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie et ses retombées. À travers notre campagne « [Agir. Ensemble. Pour une hausse des salaires.](#) », nous avons collectivement appelé à une hausse des salaires en fonction de l'inflation et des gains de productivité. Nous avons aussi demandé des mesures de lutte contre la crise, car des dispositifs d'aide publique sont indispensables, parallèlement aux politiques salariales, pour s'attaquer aux causes premières de la crise du coût de la vie.



À travers notre campagne « Agir. Ensemble. Pour une hausse des salaires. », nous avons collectivement appelé à une hausse des salaires en fonction de l'inflation et des gains de productivité.



Cette campagne a permis d'appuyer les mobilisations et les négociations de nos organisations affiliées pour une hausse des salaires et un pouvoir d'achat stable afin de contrer l'augmentation des prix de l'énergie et du coût de la vie à laquelle est confrontée la majeure partie de l'Europe.

Nos organisations affiliées et les syndicats de toute l'Europe ont réclamé des augmentations de salaires lors de négociations et de manifestations afin de compenser l'inflation et de lutter contre une crise du coût de la vie sans précédent pour beaucoup d'Européens. IndustriAll Europe est fière d'avoir pu soutenir ses organisations affiliées au moyen d'un ensemble de [revendications communes dans le cadre d'une campagne européenne](#) et en les épaulant lors de rounds de négociations collectives difficiles.

Nos organisations affiliées ont remporté d'importantes victoires en concluant des conventions collectives prévoyant des augmentations salariales significatives. Au moment de la rédaction du présent rapport, les mobilisations se poursuivent dans de nombreux pays. Déterminées à protéger le pouvoir d'achat et les conditions de travail de leurs membres, nos organisations affiliées continueront de protester en ce sens.

Egalité salariale

L'égalité salariale pour un travail égal et de valeur égale est l'une des préoccupations majeures des organisations affiliées à industriAll Europe.

Au niveau européen, industriAll Europe a largement contribué à la campagne de la CES sur la transparence salariale et la réduction de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes. Nous avons aussi soutenu la campagne de la CES en dressant un [comparatif des salaires](#) dans les secteurs de l'automobile et des produits blancs en Allemagne et en Roumanie.

Nous avons également soutenu la lutte en faveur d'un cadre juridique européen sur la transparence salariale et l'égalité des salaires. En décembre 2022, l'Europe a franchi une étape importante avec l'accord entre le Parlement européen et les États membres de l'UE sur une directive visant à accroître la transparence salariale en vue de réduire et de combler l'écart de rémunération entre les genres dans l'ensemble de l'UE.

L'information est fondamentale

S'informer des pratiques, des tendances et des progrès réalisés dans d'autres pays ainsi qu'accéder à des informations et des connaissances pertinentes est essentiel pour renforcer notre débat interne et la coordination des négociations collectives.

C'est la raison pour laquelle industriAll Europe a développé une [nouvelle base de données pour les négociations collectives](#) afin d'aider ses organisations affiliées à trouver des informations pertinentes sur les conventions collectives ainsi que sur la politique sociale et les développements économiques à travers l'Europe. Cette base de données constitue une véritable source d'information pour le travail syndical des négociateurs syndicaux au niveau national et les personnes en charge de négociations collectives.

Notre base de données est le fruit des efforts collectifs de notre vaste réseau européen qui compte quelque 150 experts syndicaux dans plus de 35 pays. Celle-ci est complétée par des recherches et des rapports provenant d'autres sources pertinentes telles que l'Institut syndical européen (ETUI), la CES, les journaux et les publications syndicales.



5

Une voix forte pour les travailleurs requiert une Europe sociale et démocratique fondée sur la solidarité entre les peuples en temps de crise et de relance

La pandémie a fait ressortir les **inégalités existantes en Europe**, qu'elles soient économiques ou en matière d'accès à l'éducation, de niveau de numérisation et de décarbonation de l'industrie dans les différents pays européens.

Les inégalités au sein des pays et entre ceux-ci se sont davantage accentuées avec la crise énergétique, elle-même aggravée par la guerre en Ukraine qui a suivi de près la pandémie. Les salaires réels ont continué à baisser et la pauvreté à monter en flèche. Les entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises, sont étouffées par les coûts de l'énergie. Huit millions d'emplois sont menacés dans les industries à forte intensité énergétique en Europe, et les efforts déployés pour répondre à l'urgence climatique risquent d'être sapés.

Par conséquent, industriAll Europe [a tiré la sonnette d'alarme](#) sur l'urgence sociale, industrielle et climatique à laquelle sont confrontés les travailleurs. Nous avons réclamé un plan d'urgence pour enrayer la flambée du coût de la vie, stabiliser le pouvoir d'achat, protéger les emplois et soutenir les industries confrontées à la crise énergétique tout en intensifiant les efforts pour une transition juste vers une neutralité climatique. Plus important encore, nous avons appelé l'Union européenne et ses États membres à **rechercher ensemble de véritables solutions européennes et à faire preuve de solidarité**.

IndustriAll Europe a vivement critiqué le manque de solidarité européenne qui risque d'aggraver la fragmentation et de favoriser les solutions nationales vers lesquelles les États se tourneront. Nous avons réclamé un [cadre européen pour une solidarité industrielle](#), y compris un mécanisme de soutien européen pour les emplois industriels, un plan d'investissement industriel européen ainsi que des mécanismes de tarification de l'énergie coordonnés et réformés.

IndustriAll Europe a vivement critiqué le manque de solidarité européenne qui risque d'aggraver la fragmentation et de favoriser les solutions nationales vers lesquelles les États se tourneront.

Seul un programme européen coordonné peut empêcher la désindustrialisation et l'augmentation des inégalités régionales et de la concurrence au sein de l'Europe. Aucun pays ne peut remédier seul à la situation.

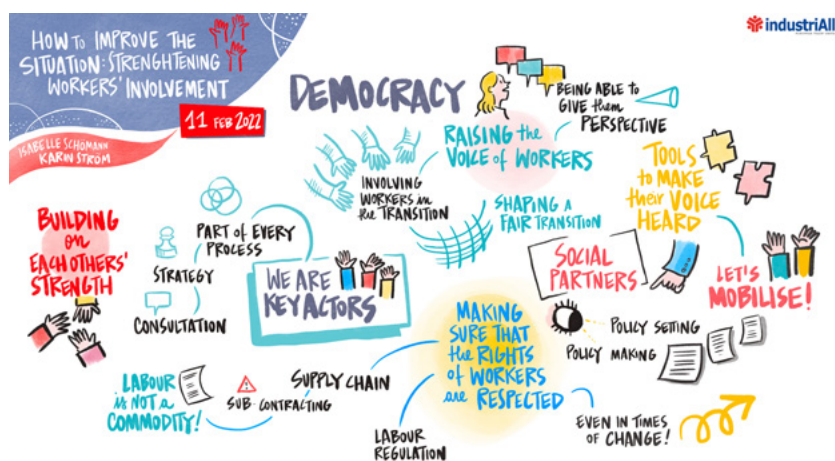
La démocratie au travail

La démocratie au travail est un dispositif démocratique clé pour faire entendre les intérêts des travailleurs et les inclure aux processus décisionnels des entreprises. La démocratie est fondamentale pour que les syndicats, les délégués syndicaux, les organes de représentation des travailleurs, les comités d'entreprise européens (CEE) et la représentation des travailleurs au niveau des conseils d'administration participent à l'élaboration des processus décisionnels sur les lieux de travail.

Pourtant, la démocratie au travail est menacée car, trop souvent, les entreprises ne respectent pas leurs obligations légales d'informer, de consulter et de laisser les syndicats participer à la prise de décision, y compris au niveau des conseils d'administration.

IndustriAll Europe a donc contribué activement à la campagne de la CES pour « Plus de démocratie au travail » en participant à de nombreux événements et activités de lobbying. La campagne appelle à des initiatives européennes contraignantes pour mieux faire respecter et renforcer les droits des travailleurs à l'information, à la consultation et à la participation aux niveaux national et européen, et pour combler les lacunes dans la législation européenne dont profitent les entreprises multinationales pour contourner les droits des travailleurs. L'adoption récente d'un [rapport du Parlement européen](#) appelant au renforcement des droits des comités d'entreprise européens, représente un jalon important.

La démocratie au travail est menacée car, trop souvent, les entreprises ne respectent pas leurs obligations légales d'informer, de consulter et de laisser les syndicats participer à la prise de décision, y compris au niveau des conseils d'administration.



IndustriAll Europe [a réuni](#) des syndicalistes de toute l'Europe pour définir le rôle actif que peuvent jouer les représentants des travailleurs dans les restructurations d'entreprises attendues durant la transformation de l'industrie. Nous avons insisté sur le fait qu'une transition juste et inclusive n'est possible que grâce à une plus grande démocratie sur le lieu de travail et la pleine participation des travailleurs, de l'atelier à la salle du conseil d'administration.

La solidarité dans l'action

IndustriAll Europe a toujours affiché sa solidarité avec ses organisations affiliées lorsque que les entreprises ne respectent pas les droits des travailleurs et des syndicats, ne remplissent pas leurs obligations d'information et de consultation ou mènent des actions antisyndicales de plus en plus fréquentes. IndustriAll Europe a attiré l'attention sur ces abus en envoyant des lettres de protestation aux directions d'entreprise, en publiant des articles dans la presse et sur notre site ou encore en participant à des actions nationales dans le but de mobiliser la solidarité syndicale internationale. Parmi les exemples d'actions de solidarité menées ces deux dernières années figurent celles pour les entreprises Magna (Serbie), Caterpillar (Irlande du Nord), Liebherr (Bulgarie), Achema (Lituanie), Kentpar Otomotiv (Turquie), OTIS et Greve (Portugal), GKN (Allemagne).

Nous avons également soutenu les travailleurs britanniques en défendant la représentation des travailleurs britanniques dans les entreprises multinationales après le Brexit. Nous surveillons en permanence les incidences du Brexit sur les CEE et conseillons ces derniers sur la manière de gérer les répercussions, notamment lorsque les représentants britanniques risquent d'être exclus de leur CEE, comme ce fut le cas pour les entreprises Amcor et Linde. Afin de veiller à ce que les travailleurs de l'industrie au Royaume-Uni ne souffrent pas du Brexit, industriAll Europe participe également à la taskforce de la CES sur l'accord de commerce et de coopération entre l'UE et le Royaume-Uni ainsi qu'au groupe consultatif interne de l'UE sur l'accord.

IndustriAll Europe a toujours affiché sa solidarité avec ses organisations affiliées.



Solidarité avec les victimes du tremblement de terre, Turquie, mars 2023.

IndustriAll Europe et IndustriALL Global Union ont exprimé leur solidarité avec les travailleurs et les syndicats de Turquie touchés par les récentes catastrophes. Lors d'une [mission conjointe](#) à Amasra, où 42 mineurs ont perdu la vie dans une explosion le 14 octobre 2022, les deux organisations ont réclamé justice pour les mineurs décédés et se sont engagées à soutenir les syndicats à travers des activités conjointes dans le domaine de la santé et de la sécurité.

IndustriAll Europe et IndustriALL Global Union ont également mené une [mission](#) dans la région frappée par un tremblement de terre en février 2023 afin de témoigner leur solidarité et d'alerter l'opinion publique sur cette catastrophe humaine d'une ampleur inimaginable. Un fonds de solidarité a été créé à cet effet.

Des syndicats pour la paix et la solidarité

La guerre en Ukraine a donné une nouvelle importance et une nouvelle urgence à l'unité et à la solidarité en Europe.

IndustriAll Europe et ses membres ont fermement condamné l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie en février 2022 et se sont montrés pleinement solidaires du peuple ukrainien, de nos frères et sœurs du mouvement syndical et de tous les travailleurs victimes de la guerre. Nos organisations affiliées se sont rapidement mobilisées pour fournir un soutien financier et matériel et ont activement participé aux opérations d'aide humanitaire dans toute l'Europe. Nous avons appelé au dialogue et aux négociations de paix pour la fin immédiate de cette guerre brutale.



Crédit photo : Shutterstock, Denis Kuvaev.

En juin 2022, l'Union européenne a accordé le statut de pays candidat à l'Ukraine, permettant ainsi aux syndicats ukrainiens d'adhérer à IndustriAll Europe en novembre 2022. La perspective d'une adhésion à l'UE et l'entrée dans le mouvement syndical européen conféreront à nos nouveaux affiliés ukrainiens une voix forte dans leur lutte pour défendre les droits des travailleurs en Ukraine.

Nous les soutiendrons dans leur travail syndical et restons résolument solidaires du peuple ukrainien.

Annexes

DOCUMENTS PUBLIÉS

[Manifeste pour une transition juste](#)

[Déclaration de IndustriALL Global Union et de industriAll Europe sur la COP26](#)

[Déclaration sur l'Ukraine](#)

[Déclaration : les syndicats pour la paix](#)

Politique industrielle

Prise de position : [Système des préférences généralisées \(SPG\)](#)

Déclaration conjointe des ONG : [réponse au projet de règlement sur le SPG](#)

Déclaration conjointe : [révision des chapitres sur le commerce et le développement durable](#)

Prise de position : [le paquet « Ajustement à l'objectif 55 »](#)

Prise de position : [garantir un approvisionnement durable en matières premières en Europe](#)

Prise de position : [Veiller à ne laisser aucune région ni aucun travailleur pour compte : relever les enjeux de la décarbonation et de la modernisation des industries lourdes d'Europe centrale et de l'Est](#)

Prise de position : [Une économie circulaire renforcée et équitable : vers une autonomie stratégique pour les emplois industriels et un environnement plus propre](#)

Politique de négociations collectives et politique sociale

Prise de position : [Une gouvernance économique au profit d'une « meilleure normalité verte et numérique » pour tous](#)

Prise de position : [Des salaires équitables pour une relance équitable](#)

Prise de position : [Garantir l'employabilité tout au long de la vie grâce à la formation pour des carrières professionnelles pérennes](#)

Politique d'entreprise

Recommandations conjointes des FSE aux coordinateurs CEE/SE et aux représentants des travailleurs dans les GSN, CEE et SE : [guerre en Ukraine – appel à la solidarité et à l'anticipation de l'impact sur les travailleurs](#)

Recommandations conjointes des FSE aux coordinateurs CEE/SE et aux représentants des travailleurs au sein des GSN, CEE et CE-SE : [en physique, hybride ou en ligne ? Le format des réunions des GSN, CEE et CE-SE après la COVID-19](#)

Recommandations aux coordinateurs CEE/SE et représentants des travailleurs dans les GSN, CEE et SE : [la transition juste et la décarbonation dans les entreprises multinationales](#)

Recommandations aux coordinateurs CEE/SE et représentants des travailleurs dans les CEE et SE : [l'intelligence artificielle sur le lieu de travail](#)

Recommandations aux coordinateurs et représentants des travailleurs dans les CEE : [adapter le CEE lors d'un changement structurel de l'entreprise](#)

Recommandations aux coordinateurs et représentants des travailleurs dans les GSN, CEE et SE : [égalité des chances, diversité et non-discrimination](#)

Recommandations aux coordinateurs et représentants des travailleurs dans les CEE et SE : [les bases de la syndicalisation pour les comités d'entreprise européens](#)

Renforcement du pouvoir des syndicats

[Le programme de syndicalisation d'industriAll Europe](#)

Aérospatiale

Déclaration syndicale conjointe : [Encourager la décarbonation de l'aviation et soutenir la durabilité sociale en faveur d'une transition juste vers la neutralité carbone](#)

Automotive

Prise de position : [L'Europe doit faire plus pour les travailleurs de l'industrie automobile](#)

Matériaux de base

Prise de position : [Vers une industrie des matières plastiques décarbonée et circulaire](#)

Prise de position : [Que faut-il pour créer l'industrie du verre de demain en Europe ?](#)

Déclaration conjointe : [L'impact de la crise de l'énergie sur le secteur européen de la pâte à papier et du papier](#)

Déclaration conjointe : [La législation sur les matières premières critiques](#)

Prise de position d'industriAll Europe et EFFAT : [la nouvelle stratégie de l'UE pour les forêts pour 2030](#)

Métaux de base

Déclaration syndicale : [Comité « Acier » de l'OCDE - Commission syndicale consultative, 13 & 14 mars 2023](#)

Déclaration conjointe du CDSS « Acier » : [Agir d'urgence pour préserver le secteur sidérurgique européen et ses emplois !](#)

Déclaration syndicale : [Comité « Acier » de l'OCDE - mars 2022](#)

Déclaration syndicale : [Comité « Acier » de l'OCDE - septembre 2021](#)

Déclaration conjointe de European aluminium et d'industriAll Europe sur [les mesures commerciales européennes](#)

Chimie et produits pharmaceutiques

Prise de position : [La stratégie relative aux produits chimiques pour la durabilité](#)

Déclaration conjointe avec l'ECEG : [L'Europe doit faire de stratégie STIM une réalité dès maintenant](#)

Déclaration conjointe avec l'ECEG : [Déclaration conjointe sur l'impact de la crise de l'énergie sur l'industrie européenne de la chimie](#)

Policy Brief : [L'industrie pharmaceutique en Europe](#)

Défense

Policy Brief : [La paix, la justice et des institutions efficaces en Europe sont les piliers solides du développement durable](#)

Energie

Prise de position : [la crise des prix de l'énergie et son impact sur les ménages, les industries et les emplois](#)

Déclaration : [L'Europe doit agir dès maintenant - créer un cadre solide pour une solidarité industrielle européenne afin d'enrayer la crise énergétique](#)

Policy Brief : [la crise des prix de l'énergie et les réponses de l'UE](#)

[Déclaration conjointe du CDSS « Électricité » sur la transition juste](#)

Technologies de l'information et de la communication

Prise de position : [L'industrie européenne des semi-conducteurs a besoin d'une stratégie solide](#)

Prise de position : [L'IA en point de mire - L'intelligence artificielle : un enjeu et une opportunité pour les travailleurs et leurs représentants](#)

Construction navale

Déclaration conjointe du CDSS « Construction navale » : [Une future politique industrielle européenne sur les technologies maritimes](#)

Déclaration conjointe du CDSS « Construction navale » : [Un avenir vert et numérique pour le secteur européen des technologies maritimes](#)

THCC

Prise de position : [Une future stratégie européenne pour les textiles qui protège les travailleurs et la planète](#)

Lettre conjointe : [Stratégie textile de l'UE : les demandes de la société civile aux députés européens](#)

Déclaration conjointe du CDSS « Textiles et Habillement » : [Une politique industrielle européenne ambitieuse pour un secteur du textile et de l'habillement compétitif et durable](#)

Déclaration conjointe du CDSS « THCC » : [Réussir la transition écologique et numérique de l'écosystème textile européen \(secteurs THCC\)](#)

Lettre conjointe : [Pratiques d'achat déloyales et réalisation des objectifs de la future directive relative à la gouvernance d'entreprise durable](#)

Prise de position conjointe : [Tirer parti de la directive relative aux pratiques commerciales déloyales au profit du secteur de l'habillement](#)

Déclaration conjointe CDSS « Textile et Habillement » : [La future stratégie industrielle de l'écosystème textile de l'UE \(secteurs TCLF\)](#)

Égalité des chances

Prise de position : [Des lieux de travail arc-en-ciel : Notre engagement pour l'égalité des travailleurs LGBTIQ](#)

Prise de position : [Renforcer l'action syndicale avec et pour les personnes en situation de handicap](#)

Jeunesse

Prise de position : [Mettre fin à la crise permanente pour les jeunes : des solutions existent !](#)

Prise de position : [Plan d'action pour la jeunesse - L'avenir des syndicats en péril ? Garantir l'avenir des syndicats grâce à l'inclusion des jeunes](#)

Santé et sécurité

Prise de position : [Valeurs limites d'exposition professionnelle au monoxyde et au dioxyde d'azote : fin de la période transitoire pour les mines souterraines et les tunnels en percement](#)

Education et formation

[Engagement conjoint CDSS « MET » pour des apprentissages](#)

Déclaration conjointe du CDSS « MET », [Encourager l'enseignement et la formation professionnels continus dans les industries MET](#)

[Accord européen entre industriAll Europe et Safran sur « le développement des compétences et des parcours professionnels »](#)

[Déclaration conjointe du CDSS « Chimie » sur la stratégie STIM](#)



www.industrialall-europe.eu

info@industrialall-europe.eu

Tél: +32 2 226.00.50

 [industrialAll Europe](#)

 [industrialAll_EU](#)

 [industrialAll_Europe](#)